

## Analyse des avancées et défis de la mise en œuvre de la foresterie communautaire en secteur de Bapere, Est de la République Démocratique du Congo

Musongora Kambale Muyisa<sup>1a\*</sup>, Éloge Cicéron Kambalume<sup>1b</sup>, Gloire Kayitoghera Mulondi<sup>1c</sup>, Promesse Kakule Mwangu<sup>1d</sup>, Rodriguez Kakule Amani<sup>1e</sup>, Elisée Kakule Muhayirwa<sup>2f</sup>, Éric Lukwamire Kasika<sup>1g</sup>, Paul Vikanza Katembo<sup>2h</sup>

### Résumé

La présente étude a pour objectif de faire un état de lieux de la foresterie communautaire dans le Bamasobha en s'appuyant sur les réalisations du processus de foresterie communautaire et les contraintes déclarées et potentielles telles que perçues par les différentes parties prenantes au processus. L'étude a été réalisée dans six villages (Otiyaba, Malewe, Mangazi-Kanimba, Mangazi-Etinge, Mabana et Matuna) pour la communauté locale et le comité local de gestion. À partir des diverses enquêtes (individuelles avec les personnes ressources dont chef de secteur de Bapere et chef de projet de PREPPYG) et en focus group, des données ont été collectées, traitées et analysées. Les résultats obtenus ont permis de constater que la communauté locale (CL) de Bamasebha a franchi avec succès toutes les étapes de la demande d'attribution de la Concession Forestière des Communautés Locales (CFCL) et est déjà engagée dans la phase de gestion active, après approbation de son Plan Simple de Gestion (PSG) par les autorités compétentes. Dans son ensemble, ce plan vise à garantir une gestion durable des ressources forestières tout en répondant aux besoins de la communauté locale. Cependant, les contraintes identifiées et pouvant influencer la mise en œuvre de la foresterie communautaire dans le Bamasobha incluent des conflits internes liés à l'avènement de la foresterie communautaire, ainsi que des difficultés d'appropriation et de compréhension du processus par tous les membres de la communauté. Ces tensions sont souvent exacerbées par les intérêts divergents et l'égoïsme de certains acteurs, dont les chefs terriens. Bien que la foresterie communautaire à Bamasebha se soit révélée prometteuse en matière de développement local et de cohésion sociale, il conviendrait de se prémunir contre les défis existants pour garantir la pérennité et le succès de cette initiative. La participation active de la communauté et le renforcement des capacités techniques et

---

<sup>1</sup> Université Catholique du Graben, Département de Gestion des Ressources Naturelles Renouvelables, B.P. 29 Butembo/ RDC, E-mail : a. [kambalemuyisam@gmail.com](mailto:kambalemuyisam@gmail.com), <https://orcid.org/0000-0002-6714-5154>, b. [ciceronkambalumeloge@gmail.com](mailto:ciceronkambalumeloge@gmail.com), c. [mulondigloire@gmail.com](mailto:mulondigloire@gmail.com), d. [promessesmwangu41@gmail.com](mailto:promessesmwangu41@gmail.com), e. [rodrickalvin612@gmail.com](mailto:rodrickalvin612@gmail.com), g. [erickasika4@gmail.com](mailto:erickasika4@gmail.com)

<sup>2</sup> Université Catholique du Graben, Département de Production Végétale, B.P. 29 Butembo/ RDC, f. [eliseemuhayirwa833@gmail.com](mailto:eliseemuhayirwa833@gmail.com), h. [vipkatembo@gmail.com](mailto:vipkatembo@gmail.com)

\*Auteur correspondant : [kambalemuyisam@gmail.com](mailto:kambalemuyisam@gmail.com) ; +243 970 495 526

managériales sont des éléments clés pour contourner ces obstacles et pérenniser les acquis de la foresterie communautaire au-delà des interventions de l'organisme accompagnateur.

**Mots clés :** Foresterie communautaire, Concession forestière de la communauté locale, Secteur de Bapere, Bamasobha.

### **Abstract**

This study aims to provide an overview of community forestry in Bamasobha, focusing on the achievements of the community forestry process and the declared and potential constraints as perceived by the different stakeholders. The study was conducted in six villages (Otiyaba, Malewe, Mangazi-Kanimba, Mangazi-Etinge, Mabana, and Matuna) with the local community and the local management committee. Surveys were conducted through individual interviews with key informants, including the Bapere sector chief and the PREPPYG project manager and focus groups discussion. The results show that the Bamasobha local community (LC) has successfully completed all the steps involved in applying for a Community Forest Concession (CFCL) and is already engaged in the active management phase, following the approval of its Simple Management Plan (PSG) by the relevant authorities. Overall, this plan aims to ensure the sustainable management of forest resources while meeting the needs of the local community. However, identified constraints that could impair the smooth implementation of community forestry in Bamasobha include internal conflicts related to its introduction, as well as difficulties in community ownership and understanding of the process. These tensions are often exacerbated by the conflicting interests and self-interest of certain actors, including customary chiefs. While community forestry in Bamasobha has shown promise in terms of local development and social cohesion, it is essential to address existing challenges to guarantee the sustainability and success of this initiative. Active community participation and the strengthening of technical and managerial capacities are key elements for overcoming these obstacles and ensuring the long-term viability of community forestry beyond the interventions of the supporting organization.

**Keywords :** Community forestry, Local community forest concession, Bapere sector, Bamasobha.

## **1. Introduction**

Compris comme un ensemble d'efforts organisés d'une communauté ayant des intérêts communs pour gérer des ressources naturelles d'un terroir commun, la gestion communautaire des ressources naturelles est susceptible de garantir leur durabilité étant donné que ces ressources naturelles constituent un moyen de subsistance sur lequel cette communauté a compté pendant des siècles (Houssein et al., 2016; Roe et al., 2009). Dans la plupart de régions d'Afrique centrale en général où cette approche a été implémentée, les communautés ne voient pas leur autonomie renforcée en tant que responsables autorisés des ressources locales et n'interviennent que

comme des acteurs passifs de bénéfices contrôlés par des tiers (Roe et al., 2009).

Nombreuses initiatives prises par l'État pour gérer durablement ces ressources naturelles sont souvent fragilisées par ces nombreux conflits entre autre les conflits armés, les conflits communautaires et les conflits entre les différents acteurs bénéficiaires de ces ressources (Mbikayi & Sifa Kwa Mungu, 2002). Les causes profondes de ces conflits sont inhérentes aux modes d'accès ou d'utilisation des ressources naturelles comme la terre, l'eau, les pâturages, les forêts, les mines, les sources d'énergie (Jaquemot, 2009). Ces conflits peuvent avoir une incidence sur les moyens d'existence des communautés et entraîner une dégradation irréversible de ces ressources naturelles (Paolo, 2011).

En ce qui concerne la gestion et l'exploitation des ressources forestières, la République Démocratique du Congo (RDC) dispose d'un arsenal juridique important dont de la Loi N° 011/2002 du 29 août 2002 portant code forestier en RDC et une quarantaine de textes d'application sous forme d'arrêtés décrets et ordonnances élaborés en collaboration avec la société civile ainsi que la profession forestière, selon l'article 5 du Code forestier (de Madron et al., 2012). La réforme de ce nouveau code forestier en remplacement du décret du 19 avril 1949 portant régime forestier, porte sur un ensemble de mesures simples de nature corrective, préventive ou de fondation destinées à assainir l'héritage du passé et à réguler la relance de la filière bois (de Madron et al., 2012). Depuis la promulgation de ce code forestier, ce sont surtout les mesures d'application relatives à l'exploitation industrielle qui sont mises en application par le ministère de l'environnement et développement durable (Benneker et al., 2012; Mizaba et al., 2023). Si cette réforme forestière de 2002 a contribué tant soit peu à une légère amélioration de la mobilisation des recettes fiscales forestières, elle n'a pas en revanche favorisé la durabilité des forêts ainsi que la protection des droits des populations forestières (Kabaka, 2019).

Pourtant, l'exploitation du bois en RDC est dominée par le secteur artisanal avec une production annuelle estimée à 3.4 millions m<sup>3</sup>, représentant 13 fois la production industrielle déclarée (Bayol et al., 2022; Lescuyer et al., 2014; Siemeni, 2024). Le bois de la filière artisanale échappe, la plupart de fois, aux statistiques nationales et par ricochet sous-estime la contribution du secteur forestier au PIB national (Benneker et al., 2012;

Ongona et al., 2016). Pour formaliser le secteur artisanal et faire participer la communauté riveraine à la gestion des forêts et les bénéficiaires de l'exploitation, la foresterie communautaire (FC) est une alternative à l'exploitation industrielle à tel point que des nombreux pays dotés des forêts tropicales l'ont placée au cœur de leurs stratégies de développement rural, en donnant aux communautés locales le droit de gérer directement les forêts et de décider de la manière dont les terres seront utilisées (Adebu et al., 2020; Gonzalez, 2019). Ces dernières années, il s'observe un engouement spectaculaire vers les initiatives de FC afin d'accroître ou de formaliser la participation collective à la gestion forestière et garantir une reconnaissance juridique des droits des communautés locales (CL) sur les forêts qu'elles possèdent en vertu de la coutume (Adebu et al., 2020; Bissonnette, 2024).

Depuis plus de cinq ans, la CL Bamasobha accompagnée par l'ONG PREPPYG s'est engagée dans le processus de la FC pour la gestion et l'exploitation durable de ses forêts. Localement, le concept tend à gagner du terrain et les parties prenantes au processus manifestent de l'intérêt pour cette approche de gestion forestière. La question de l'appropriation du processus de FC par la CL ainsi que le développement des capacités de gestion requises pour garantir la pérennité de cette approche de gestion des forêts après le départ de l'organe d'accompagnement se pose avec acuité et fait l'objet de la présente étude. Ainsi, la question au centre de la réflexion tourne autour des acquis du processus de la FC ainsi que les contraintes y relatives au sein de la concession forestière des communautés locales (CFCL) de Bamasobha.

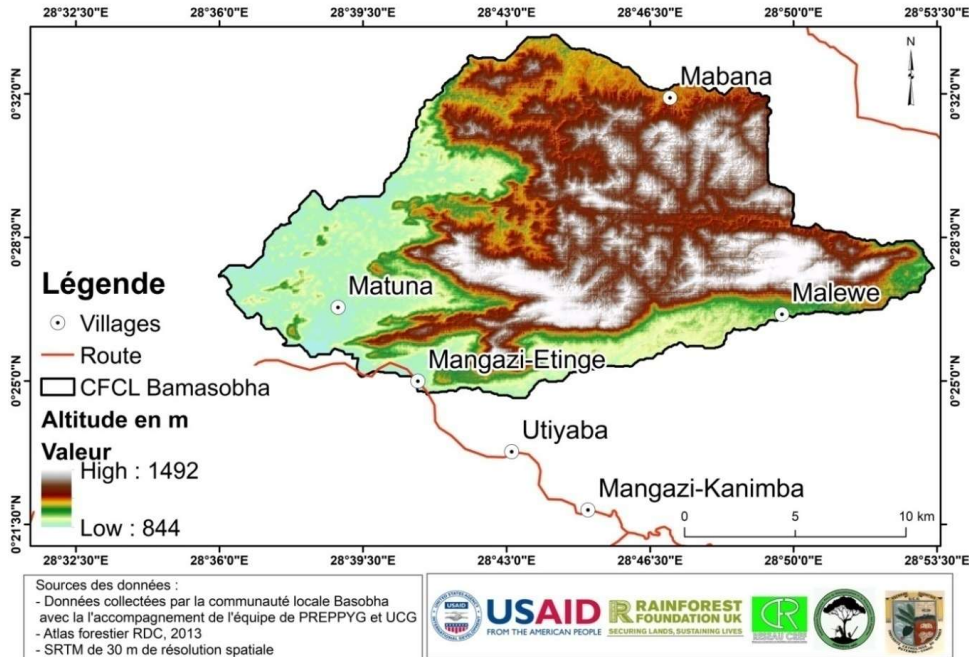
L'objectif de cette étude est d'inventorier les réalisations ainsi que les contraintes déclarés et potentielles telles que perçues par les différentes parties prenantes au processus de FC au sein de la CFCL de Bamasobha.

## **2. Méthodologie**

### **2.1. Description du milieu d'étude**

La présente étude a été effectuée dans la CFCL Bamasobha, située à l'Est de la RDC dans la province du Nord-Kivu, en territoire de Lubero, secteur de Bapere et s'étend sur une superficie de 29 114, 963 hectares. Située à la lisière des hautes terres de Lubero (Vyakuno, 2006), la CFCL Bamasobha est dominée par une succession des collines à l'Est, tandis qu'à l'Ouest elle est plus ou moins plate constituant le début du plateau occidental (PREPPYG, 2023). Ses terres s'étendent sur des altitudes allant de 844 m à

1492 m (Figure 2) avec des pentes variant entre 0° et 58,44° (Figure 1). Le sol de la CFCL Bamasobha comme celui du secteur Bapere est du type argilo-sablonneux avec prédominance d’argile. Sa capacité de rétention d’eau le prédispose aux cultures maraîchères. Les flancs des collines sont érodés et restent moins productifs. Le sous-sol de la CFCL Bamasobha comme l’ensemble du secteur des Bapere est riche en minerais dont l’Or, le Wolframite, le Coltan, l’Emeraude, le Rubis, etc. (PNUD, 2012).



**Figure 1: Distribution altitudinale des terres de la CFCL Bamasobha**

Dans la région Bamasobha, la température moyenne mensuelle varie entre 23° et 31° C avec une moyenne qui oscille autour de 27° C alors que la moyenne des précipitations annuelles s’élève à 4010 mm/an (PREPPYG, 2023). La végétation de la CFCL Bamasobha est majoritairement constituée de la forêt équatoriale dominée par une diversité floristique constituée des milliers d’espèces d’arbres, d’arbustes, de lianes et d’herbacées sous plusieurs types d’habitats dont la forêt de terres fermes, les forêts marécageuses et les marais (Mungwengwe, 2004). La CFCL Bamasobha étant contiguë à deux aires protégées à savoir le Parc National de Maiko et la Reserve de la Faune à Okapi, constitue un couloir écologique reliant ces

deux écosystèmes. De ce fait, cette CFCL partage la biodiversité animale de ces deux aires protégées notamment les éléphants, le Buffles, l'Okapi, le chimpanzé (PREPPYG, 2023).

Bamasobha est une zone à vocation agricole et minière. L'agriculture, dominée par les cultures vivrières sur des étendues ne dépassant pas un hectare, est la principale source de subsistance. Les cultures vivrières les plus pratiquées incluent le riz, le haricot, le manioc, la banane, l'arachide, le tarot, le maraichage (le chou, l'amarante, la morelle, l'aubergine, etc.). Le palmier à huile est la culture industrielle la plus cultivée dans la région. Actuellement, le cacaoyer et le caféier sont en cours d'introduction (PREPPYG, 2023) à côté de quelques arbres fruitiers (avocatier, manguier, etc.) éparpillés dans le paysage.

## **2.2. Récolte et analyse des données**

Les informations ont été obtenues auprès des parties prenantes au processus de la FC dans l'espace Bamasobha. La collecte des données a été effectuée en focus group auprès de la CL pour les informations la concernant et individuellement pour les responsables de l'organisation accompagnatrice (PREPPYG), des autorités administratives de la région (dont le chef de secteur et le chef de post de l'environnement en secteur de Bapere) et le président du comité local de gestion. Pour chacune de ces parties prenantes, le débat a tourné autour des réalisations ou acquis ou encore avantages de la FC dans le Bamasobha et les contraintes auxquelles la FC est confrontée ainsi que les désavantages que les membres de la communauté peuvent attribuer à l'avènement de la FC dans leur milieu.

Au total, six villages de la CFCL (Mangazi-kanimba, Mangazi-etinge, Utiyaba, Malewe, Mabana et Matuna) ont été choisis pour les discussions en focus group. Des réunions communautaires ont été organisées dans chacun de ces villages et tous les membres de la communauté y ont été conviés. Après une brève présentation de l'objet de la réunion, les membres présents ont été regroupés en carrefour (focus group) pour approfondir les débats sur les thématiques qui ont fait l'objet du guide d'entretien. Ces thématiques avaient trait à la prise de contact du processus de FC dans le village d'origine, implication dans les réunions et activités préparatoires du plan simple de gestion (PSG), identification des membres de la CL, désignation des représentants des lignées, désignation des membres de différents organes

de gestion, enquêtes socio-économiques, définition des modalités de gestion de la CFCL, inventaire multi ressources et zonage de la CFCL, cartographie participative, etc.

A plus des réunions communautaires, des enquêtes individuelles ont été conduites auprès des personnes ressources. Au total, 41 personnes aléatoirement choisies parmi les majeurs d'âge ayant vécu dans le village de la CFCL depuis le début des travaux de la FC et ayant des liens claniques ont été soumis à un questionnaire préalablement établi. Lors de ces enquêtes dans la CFCL de Bamasobha, le nombre d'enquêtés par village était fonction de leur disponibilité et volonté à prendre part à l'enquête étant donné le contexte sécuritaire peu favorable. Ainsi, 2 personnes ont été enquêtées à Otiyaba, 10 à Malewe, 11 à Mangazi-Kanimba, 5 à Mangazi-Etinge, 4 à Mabana et 9 à Matuna.

Les données issues des enquêtes en focus groups, des entretiens avec les autorités administratives ainsi le chef du projet de foresterie communautaire de PREPPYG ont été analysées suivant une approche descriptive basée sur l'analyse des contenus. Par ailleurs, les résultats des enquêtes individuelles dans la communauté ont été réduits sous forme de fréquence absolue et relative des modalités et synthétisés dans un tableau à l'aide du tableur Excel de Microsoft Office.

### **3. Résultats**

#### **3.1. Etat des lieux de la foresterie communautaire dans le Bamasobha**

##### ***3.1.1. Perception de la communauté locale de Bamasobha sur le processus de la foresterie communautaire***

La majorité de la population de Bamasobha (90,24 %) est au courant du processus de foresterie communautaire en cours dans leur milieu depuis 2018 où plus de 75 % d'enquêtés étaient déjà informés de celle-ci, bien que d'autres ne l'ont été que récemment jusque 2024 (Tableau 1). Cet échelonnement de la prise de connaissance du processus de la FC dans le Bamasobha est en grande partie lié à l'inaccessibilité de certains villages qui n'ont été sensibilisés que tardivement.

Tableau 1 : Foresterie communautaire dans le Bamasobha : Perceptions de la CL

Modalités	Effectif	Pourcentage
<b>Première prise de connaissance du processus de FC</b>		
2018	28	75,6
2019	2	5,4
2020	4	10,8
2024	3	8,1
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>100</b>
<b>Implication dans les activités de la CFCL</b>		
Non	4	10,8
Oui	33	89,2
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>100</b>
<b>Initiateur des activités de la CFCL</b>		
Chef du village et les anciens	16	43,2
Chef du village, les anciens et les ONG de développement	6	16,2
Les ONG de développement	15	40,6
<b>Total</b>	<b>37</b>	<b>100</b>
<b>Appréciation du comité locale de gestion</b>		
Très ouverts aux critiques/remarques et réceptifs aux idées	32	78,0
Constituent déjà un autre gouvernement	6	14,6
Sont devenus bureaucratiques et inaccessibles aux membres	3	7,3
<b>Total</b>	<b>41</b>	<b>100</b>

Depuis le début du processus de FC en 2018, les travaux relatifs à (1) la sensibilisation, (2) la cartographie participative, (3) l'inventaire multi-ressource, (4) Zonage et affectation des terres, (5) l'élaboration du PSG et (6) exécution ou mise en œuvre de certaines activités planifiées dans le PSG ; ont déjà été implémentés. La communauté locale était associée et participait à la prise de décision à chaque niveau d'intervention. Néanmoins, les activités jusque-là réalisées sont, pour la plupart, l'initiative de l'organisation accompagnatrice ensemble avec le chef du village ainsi que les anciens (Tableau 1). La communauté locale a joué un rôle prépondérant lors de la cartographie participative en indiquant les limites de la CFCL, sentiers et pistes ainsi que le zonage en zone de production, de conservation, d'exploitation et de développement selon les potentiels et vocations de chacune d'elles. De même, lors de la réalisation de l'inventaire multi-ressource, les membres de la CL étaient activement engagés et ont contribué à l'identification des espèces d'arbres endogènes, des PFNL et de la faune de la CFCL de Bamasobha. Le PSG élaboré par les membres de la communauté

locale a été approuvé depuis le début de l'année 2024 et contient des projets à réaliser durant cinq ans à dater de son approbation. Certains de ces projets sont déjà en cours de réalisation dont l'ouverture du champ de cacaoyer, la pépinière des espèces forestières endogènes, la carbonisation pour la production du charbon de bois ainsi que l'ouverture des routes de dessertes agricoles.

Une pépinière a été installée dans chacune des zones jugées prioritaires pour le reboisement et l'agroforesterie. Les espèces mises en pépinière ont été sélectionnées pour répondre aux divers besoins de la CL notamment la production du bois-énergie, la pharmacopée traditionnelle, nourriture, bois de construction, bois d'œuvre, artisanat et rite traditionnel. Les espèces sélectionnées pour la pépinière incluent, sans se limiter à, Ebo (*Mammea africana*), Karunda (*Uapaca sp*), Etea (*Uapaca guineensis*), Kumbukumbu (*Musanga cecropioides*), Mbau (*Gilbertiodendron dewevrei*), Tuna (*Cynometra alexandri*), Musebele (*Albizia gummifera*). Certaines d'entre elles ne sont pas encore mises en pépinière par manque de semences en raison du caractère saisonnier de leur production.

Les animateurs des organes de gestion de la CFCL ont été élus par les membres de la communauté locale sauf pour le conseil des sages où les membres ont été désignés par nomination. Au niveau des organes de gestion de la CFCL, les villages sont représentés par au moins un membre qui a l'obligation d'informer quotidiennement les membres de son village du cours des événements. Le comité local de gestion ainsi établi est jugé "sensible et perceptible aux préoccupations de la communauté locale et est accepté par la communauté locale de Bamasobha de par sa compétence en gouvernance et gestion des ressources communes, sa participation active aux travaux communautaires avec tous les autres membres de la CL". Néanmoins certains membres de la communauté (21,9 % d'enquêtés) reprochent aux membres de ce comité local de gestion de s'être érigés en un gouvernement à part entière ou d'être devenus trop bureaucrates (Tableau 1). La majorité de la CL (75%) maîtrise le PSG de leur CFCL à côté d'une minorité (25%) qui l'ignore absolument. Par-dessus tout, la CL de Bamasobha perçoit la FC comme un outil qui a contribué au développement local par l'atténuation des conflits, la réunification des familles qui étaient longtemps déchirées, la construction des routes de dessertes agricoles, l'agriculture durable ainsi que l'amélioration des conditions de vie.

### ***3.1.2. Implication des autorités étatiques locales dans le processus de la foresterie communautaire dans le Bamasobha.***

Les autorités administratives locales ont été associées au processus depuis 2018, année au cours de laquelle l'idée de la FC a été introduite dans le milieu. L'implication des autorités politico-administratives dans ce processus de la FC chez les Bamasobha est manifeste à travers leur participation aux réunions communautaires, la facilitation des travaux de l'organisme accompagnateur, l'appui technique des travaux préliminaires à la demande de la CFCL et sa mise en valeur. Ce niveau d'implication est un reflet de l'engagement des autorités locales dans la gestion et le soutien des initiatives de la FC.

L'implication des autorités politico-administratives a principalement consisté à l'accompagnement pour les enquêtes préalables ainsi que la mise en œuvre de la FC. L'accompagnement lors des enquêtes préalables a permis de mieux comprendre les besoins et les attentes de la communauté, ainsi que les enjeux environnementaux spécifiques à chaque zone occupée par l'ensemble de la communauté de Bamasobha. En approuvant la FC, "les autorités ont légitimé et soutenu les efforts de conservation et de gestion durable des forêts initiés par la CL. La reconnaissance et le soutien des autorités ont ajouté une marque de crédibilité et un pouvoir d'autorité au processus, facilitant ainsi la mobilisation des ressources et l'engagement des acteurs locaux". Cette dynamique positive a favorisé la réussite des initiatives de FC, en renforçant la collaboration entre les parties prenantes et en assurant une meilleure coordination des efforts.

Les autorités locales reconnaissent les efforts engagés par la CL de Bamasobha qui a franchi des étapes administratives importantes pour la mise en œuvre de la FC. "La première étape notable est l'acquisition du titre de concession forestière des communautés locales. Ce titre représente une reconnaissance officielle de la capacité et du droit de la communauté à exploiter et à utiliser durablement les ressources forestières de leur territoire". Depuis l'acquisition de son titre de CFCL en mars 2021, la communauté Bamasobha a déjà élaboré et soumis un PSG, qui a ensuite été approuvé par les autorités compétentes. Ce plan constitue un cadre détaillé et stratégique pour l'utilisation et préservation des ressources forestières. Il inclut des objectifs clairs, des activités planifiées, ainsi que des mesures de suivi et d'évaluation pour assurer une gestion durable et équilibrée des forêts.

Le processus de FC dans la CFCL de Bamasobha nécessite un accompagnement permanent de l'autorité administrative en termes de ressources humaines et matérielles. A l'état actuel les ressources humaines disponibles pour accompagner la CL dans les efforts de la FC restent insuffisantes et nécessitent non seulement un renfort mais aussi une capacitation pour cette nouvelle approche de la gestion des forêts.

Outre l'accompagnement dans le processus de mise en œuvre de la FC, l'autorité administrative locale (chef de secteur) a un pouvoir de contrôle sur les activités de la CFCL Bamasobha. Cette mesure relève du souci de l'autorité étatique à assurer une gestion responsable et transparente des ressources forestières par la CL à qui elle a concédé le pouvoir de gestion. Ce contrôle est crucial pour garantir que les activités menées par la communauté soient conformes à la réglementation en vigueur, aux prescrits de leur PSG adopté et contribuent à une gestion durable des forêts. Les autorités étatiques locales jouent également un rôle essentiel dans la gestion transparente et équitable des bénéfices générés par la FC. En ce qui concerne la gestion des conflits, les autorités se sont engagées à intervenir de manière proactive pour prévenir les potentiels conflits qui pourraient surgir. A cet effet, l'autorité administrative intervient comme médiateur pour faciliter la résolution des conflits entre les membres de la communauté et d'autres parties prenantes. Les autorités étatiques locales collaborent étroitement avec l'organisme accompagnateur pour assurer le succès et la durabilité des initiatives mises en place. Ce partenariat repose sur une compréhension commune des objectifs et des responsabilités de chaque partie. En effet, les autorités veillent à ce que toutes les activités menées par la communauté respectent les lois et réglementation en vigueur. Elles fournissent des directives claires et assurent un suivi régulier pour garantir la conformité.

Pour les autorités étatiques locales, "la FC dans cette région a substantiellement contribué à la promotion de la cohésion sociale et la réconciliation entre les familles qui étaient autrefois déchirées par des conflits. La FC a permis de rassembler les membres de la communauté au tour d'objectifs communs, tels que la gestion durable des ressources forestières et la conservation de l'environnement. Les activités collectives jusqu'ici entreprises ont encouragé la collaboration et l'interaction entre les familles, contribuant ainsi à la reconstruction des relations brisées". La gestion collective des ressources naturelles a nécessité la mise en place des

mécanismes de résolution des conflits. Les autorités locales et l'organisme accompagnateur ont joué un rôle clé en facilitant les dialogues et la médiation entre les familles en conflits. Ces efforts ont permis de résoudre des différends de longue date et de rétablir la paix au sein de la communauté. Les autorités étatiques locales ont mis en place un système de gestion des revenus générés par la FC qui repose sur deux principes clés dont la mise en commun des ressources financières et leur distribution en fonction des besoins identifiés par la communauté.

### ***3.1.3. Aperçu de l'organisme accompagnateur (PEPPYG) sur le processus de la foresterie communautaire dans le Bamasobha***

L'organisme accompagnateur a procédé par la sensibilisation des membres de la CL sur le processus de la FC et son importance dans leur milieu. Il a mis à la disposition de la communauté tous les moyens logistiques, professionnels et techniques pour la réalisation des activités de planification de la CFCL. Par ailleurs, l'organisme accompagnateur attache une grande importance à l'implication de la CL dans le processus de la FC. Dès le début, la participation active de la communauté a été encouragée et facilitée pour s'assurer que les décisions prises reflètent les besoins et les aspirations de cette communauté. Tout d'abord, les membres de la CL ont été impliqués dans les étapes de sensibilisation et de cartographie participative, ce qui a permis de prendre en compte leurs connaissances locales et de tracer des cartes précises et pertinentes. Ensuite, lors des phases de demande et d'attribution de titres de concession forestière, la communauté a joué un rôle central en fournissant des informations et en participant activement aux enquêtes publiques. Une fois le titre de concession attribué, la communauté Bamasobha s'est elle-même dotée d'un PSG, avec l'approbation des autorités locales, et elle s'est activement impliquée dans sa mise en œuvre. Les membres de la communauté ont ainsi été responsabilisés pour prendre part à la gestion durable des ressources forestières.

Le processus étant participatif, PREPPYG n'a pas fixé les critères de sélection des animateurs des organes de gestion de la CFCL. C'est la communauté elle-même qui a défini les critères après avoir reçu des explications sur le rôle de chaque organe et surtout de chaque animateur, conformément à la réglementation en vigueur. La communauté s'est inspirée de ses us et coutumes pour déterminer le mode de désignation de ses représentants ou ses dirigeants sans causer préjudice à la tradition.

### **3.2. Mécanismes mis en place pour améliorer la participation de la communauté locale dans le processus de la foresterie communautaire**

Le renforcement de la sensibilisation en intensifiant les campagnes dans les villages de la CFCL est un mécanisme envisagé pour informer et éduquer les habitants sur l'importance et les avantages de la FC. Pour une bonne appropriation du processus de FC par la CL, PREPPYG a mis en place une stratégie impliquant des sensibilisateurs locaux, choisis parmi les leaders des CL, afin de garantir que le message a été bien compris et accepté par le plus grand nombre possible. Un suivi de proximité et rapproché du processus par les services étatiques, notamment le service de l'environnement et développement durable et le service de développement rural est fait pour renforcer les connaissances de la communauté afin de respecter la loi de la gestion et préservation des forêts. Ces actions permettront de renforcer l'engagement et la participation de la CL, tout en assurant une gestion durable des ressources forestières.

#### ***3.2.1. Aperçu de PREPPYG sur le changement apporté par la CFCL dans le Bamasobha***

Depuis l'avènement de la CFCL dans le Bamasobha, la communauté, autrefois déchirée par des conflits de leadership et des intérêts égoïstes, a commencé à travailler ensemble, bien qu'il reste encore beaucoup à faire. Le principal changement à noter est celui de la cohésion sociale. La communauté Bamasobha, autrefois divisée par des conflits d'intérêts liés aux ressources forestières, notamment les redevances, voit désormais les familles qui ne se parlaient plus se réunir pour réfléchir ensemble autour des activités de développement communautaire.

Avant ce processus, la majorité des habitants ne voyaient que l'exploitation minière comme source de revenus. Avec l'avènement de la FC, les diverses formations offertes ont permis à la communauté de s'inscrire dans la logique de diversification progressive des activités génératrices des revenus. Par exemple, un champ communautaire de cacao de deux hectares a été ouvert, et certains membres ont commencé à entreprendre des activités pastorales de petit bétail.

### ***3.2.2. Moyens mis en place par PREPPYG pour le fonctionnement de la CFCL***

La FC étant une approche qui prône l'autonomisation des communautés à travers les ressources forestières dont elles disposent, PREPPYG s'est efforcé de limiter son appui au transfert de connaissances permettant aux communautés d'atteindre leurs objectifs en court, moyen et long terme.

Au nombre de ressources que PREPPYG met à la disposition de la communauté Bamasobha pour le fonctionnement de sa CFCL, les plus importants ont trait, sans se limiter à la structuration de la communauté en organes de gestion (Assemblée communautaire, Conseil des sages, Comité local de contrôle, suivi et évaluation, et le Comité Local de Gestion) ; la formation sur la gestion financière (les outils de gestion) et l'entrepreneuriat communautaire ; la formation des membres de la communauté Bamasobha sur l'agroforesterie et la pisciculture, avec l'appui de l'Université Catholique du Graben à travers ses chercheurs de la faculté des sciences agronomiques. Outre ces services, PREPPYG met à la disposition de la CL des moyens techniques, logistiques ainsi que financiers pour appuyer les activités qui s'inscrivent dans le cadre de la CFCL.

### **3.3. Contraintes liées au processus de la foresterie communautaire dans le Bamasobha**

#### ***3.3.1. Défis de la mise en œuvre de la foresterie communautaire dans le Bamasobha***

Les conflits liés au leadership parmi les chefs des familles membres des communautés, ainsi que ceux concernant le partage des bénéfices issus de leurs concessions (notamment les redevances coutumières liées à l'exploitation agricole par les vassaux), divisent davantage les membres de la communauté. Par conséquent, les CL profitent des rencontres communautaires pour régler des comptes, ce qui retarde la compréhension et l'avancement du processus de FC.

L'habitat dispersé, avec des villages éloignés les uns des autres (au moins 11 villages sur une superficie de plus de 29 000 hectares) pose un défi logistique et de déploiement. De plus, le manque d'infrastructures routières

praticables impactent négativement les activités de sensibilisation visant la compréhension commune du processus de FC.

Le faible niveau d'instruction des membres des CL freine la compréhension rapide du processus et expose à la désinformation. Cette désinformation, couplée à la précarité de la situation sécuritaire dans la région, caractérisée par les massacres des populations depuis une dizaine d'années, favorise la propagation de fausses rumeurs et des théories de complot au tour du processus de FC. Ainsi, certains membres de la communauté craignent qu'au bout du processus, ils soient dépossédés de leurs terres au profit de la création de parcs ou d'aires protégées, ou au bénéfice de personnes non identifiées.

### ***3.3.2. Potentiels conflits liés à l'avènement de la foresterie communautaire***

Les autorités administratives locales ont identifié des conflits liés à l'avènement de la FC dans la CFCL de Bamasobha. Ces conflits sont visibles et sont principalement due à la non acceptation par certains membres de la CL, de la gestion collective des ressources naturelles de la forêt. Certains membres de la communauté peuvent percevoir une gestion collective des ressources naturelles comme une menace à leur accès individuel au bénéfice et aux ressources forestières. Ils privilégient leurs intérêts personnels au détriment des intérêts collectifs ; ce qui crée des tensions et des rivalités au sein de la communauté, rendant difficile la mise en œuvre d'une gestion collective et harmonieuse des ressources naturelles. La distribution des bénéfices générés par les activités de la FC n'est pas perçue comme équitable par tous les membres de la communauté. Il s'en suit des tensions et désaccords sur la manière dont les ressources doivent être distribuées et utilisées. Ainsi, il s'observe une réticence de certains membres de la communauté à accepter les nouvelles règles de gestion. Les conflits liés au partage des bénéfices et des ressources se sont intensifiés, notamment en raison de la non-implication de tous les membres dans le processus décisionnel. Des mésententes sont également apparues, souvent liées à l'égoïsme de certains animateurs du comité local de gestion. Outre la réticence et les mésententes entre les membres de la communauté, les conflits sont liés au partage des bénéfices et certains chefs terriens qui l'utilisent pour bouclier afin de taxer leurs redevances. Suite à cette façon de faire, certains membres de la CL tendent à croire que les chefs terriens ont déjà vendus leurs terres à l'organisme accompagnateur pour une éventuelle création d'un parc.

#### 4. Discussion

Malgré les réformes du régime forestier et les innovations acquises en termes de gestions du patrimoine forestier en RDCongo , l'autonomisation des communautés locales dans la gestion des forêts reste encore un long chemin à parcourir en RD Congo (Lucungu et al., 2021; Maindo & Kapa, 2014).

Pour les aspects techniques et financiers du processus de demande ainsi que de gestion de leur CFCL, les communautés locales se confient aux ONG tant locales qu'internationales qui se rapprochent d'elles plus que les services de tutelle. Cette approche prédomine dans le processus de l'obtention du titre et de la gestion de la CFCL de la quasi-totalité d'initiatives de la FC en RDC. Le cas le plus proche est celui des CFCL Kisimbosa Chamakasa et Banisamasi en Territoire de Walikale où des CL ne jouent qu'un rôle secondaire dans la création de leurs CFCL, la prise en charge des frais nécessaires à la constitution du dossier de demande de la CFCL ainsi que la réalisation des préalables à l'obtention du titre (Mizaba et al., 2023). Cette forte dépendance aux interventions techniques et financières externes serait un reflet direct d'une faible capacité technique et financière des communautés locales qui dépendront longtemps des investissements des bailleurs de fonds et d'entreprises pour assurer la faisabilité de cette stratégie ambitieuse (Nkuintchua & Veit, 2022). Des cas similaires ont été signalés dans nombreux pays, bien que la nature et les modalités de fonctionnement peuvent considérablement varier suivant les régions ainsi que les Us et coutumes locales (Frey et al., 2021).

Par ailleurs, les organes de gestion localement institués pour assurer la gestion permanente de la CFCL accusent encore beaucoup de lacunes suite au manque d'expérience et en raison d'une faible capacité technique. Jusqu'à la phase de mise en œuvre du PSG de la CFCL, ces organes semblent être dépendants de l'organisme accompagnateur et limités dans leur autonomie, ce qui hypothèque le devenir de cette approche si les mécanismes de mise à niveau et de capacitation de la CL en matière de gestion des ressources forestières selon le modèle communautaire ne sont pas envisagés avant la fin de l'intervention de l'organe accompagnateur. De même, la performance économique des activités entreprises dans la plupart des CFCL n'est adaptée qu'au développement rural (Lescuyer et al., 2019). De ce fait, il serait peu certain d'envisager la viabilité de la gestion communautaire de ces forêts

dans le moyen et long terme sans financement extérieur. Ces mêmes facteurs couplés à la mauvaise organisation sociale, le faible développement des infrastructures de base, la faible participation communautaire dans la prise des décisions, la lourde bureaucratie ont longtemps entraver l'essor de la FC au Cameroun vingt ans depuis sa vulgarisation (CED et al., 2017). Ainsi, la gestion et l'exploitation de ces forêts doit se focaliser prioritairement sur des activités directement rentables comme l'exploitation durable du bois d'œuvre ainsi que la pratique des cultures pérennes susceptibles de générer des revenus. Bien plus, les services étatiques qui sont sensés accompagner les communautés locales sont encore en déphasage sur la nouvelle gouvernance forestière qu'implique la foresterie communautaire. Ceci dénote d'une faible vulgarisation des textes en réglementaires en matière de foresterie communautaire. Des sessions de formation ou de capacitation des agents des services étatiques ainsi que des membres du comité local de gestion sont a multiplier afin d'équiper toutes les parties prenantes en ce qui concerne les responsabilités, les obligations et droits qui incombent à chacune d'entre elles depuis la demande de la CFCL jusqu'à sa gestion/exploitation. En dépit de ses réalisations, quelques contraintes et défis liés à la mise en œuvre de la foresterie communautaire à Bamasebha restent encore à relever.

Les conflits internes, souvent liés aux intérêts divergents et à l'égoïsme de certains acteurs, représentent un obstacle important. De plus, la compréhension et l'appropriation du processus par tous les membres de la communauté sont des aspects qui nécessitent encore des efforts supplémentaires pour assurer une gestion harmonieuse et équitable. Ce cas est aussi observé au Cameroun, Pays, qui jusque-là semble détenir plus d'expériences en matière de gestion communautaire des forêts et où, les communautés ont acquis de plus en plus des concessions forestières en dépit de leur capacité encore faible de garantir l'autonomisation de gestion (Maindo & Kapa, 2014). Le partage des bénéfices réalisés sur les activités de la CFCL reste une source potentielle des conflits entre les parties prenantes au processus et mérite d'être minutieusement géré avant de dégénérer. La réussite à long terme de cette initiative de foresterie communautaire dépendra de la capacité de la communauté à résoudre les conflits internes et à renforcer les capacités de gestion de ses membres.

L'intervention des organismes accompagnateurs dans le processus de la foresterie communautaire en RDC en général, et celle de PREPPYG dans le Bamasobha en particulier, est à encourager vivement. Leurs actions ont permis la mise en œuvre du processus auprès des communautés locales. Dans nombreuses CFCL en RDC et celles d'autres pays Africains, les Organisations non gouvernementales profitent malheureusement de la faiblesse des Etats et de la faiblesse organisationnelle des CL. Pour la plupart de cas, ces ONG se présentent comme des principaux acteurs dans le Processus d'octroi des concessions forestières et dans la gestion même des CFCL au nom des communautés locales (Mizaba et al., 2023; Pascal, 2011).

Il s'observe que la cession du pouvoir de gestion forestière aux CL que prône la foresterie communautaire n'a pas encore abouti à une autonomisation proprement dite du pouvoir décisionnel sur les CFCL en Bamasobha. Beaucoup reste encore à faire en termes de formation, de capacitation afin de garantir une véritable autonomisation à la fois économique, organisationnelle, managériale et décisionnelle de la CL de Bamasobha. Le Ministère de l'Environnement de la RDC à travers la Direction de la Gestion forestière, Division de la foresterie communautaire, a mis à la disposition de ce secteur une stratégie à guise d'atténuation des défis multiples qui empêchent la mise en œuvre d'une gestion durable des forêts des communautés locales en RDC. Parmi ceux qui ont été plus ressentis dans la CFCL de Bamasobha, cette stratégie propose :

- Des affectations budgétaires de l'Etat destinés formellement à appuyer la mise en œuvre de la FC en RDC ;
- L'instauration au niveau Provincial et local des structures appropriées pour assurer le relais de la Division de Foresterie Communautaire et une coordination harmonieuse du processus ;
- La mise en œuvre des mesures solides de surveillance, de suivi et de redevabilité au sein des communautés, par le biais des organes mis en place à cet effet ;
- L'accompagnement de proximité des partenaires techniques et financiers pour sensibiliser d'avantage les communautés sur l'affectation des revenus et éviter le mal attendu.

## 5. Conclusion

Cette étude avait pour objectif de faire un état de lieux de la FC dans le Bamasobha, de déterminer les avancées et acquis déjà obtenus dans la mise en œuvre de cette approche nouvelle à la communauté locale de Bamasobha.

Les résultats de la présente étude révèlent que la communauté locale de Bamasobha a déjà franchi toutes les étapes de la demande d'attribution de la CFCL. Cette avancée majeure marque une étape cruciale dans le processus de foresterie communautaire, selon les objectifs à atteindre définis à l'article 4 de loi portant code forestier en République Démocratique du Congo de 2002.

La FC à Bamasobha est actuellement en phase de gestion, et elle a déjà démontré des contributions significatives au développement de la région notamment dans la résolution des conflits locaux. En établissant un cadre clair pour la gestion des ressources forestières, la communauté a pu développer un PSG approuvé par les autorités compétentes. Ce plan est en cours de mise en œuvre, ce qui témoigne de l'engagement et de la capacité de la communauté à gérer durablement ses ressources naturelles. Cette approche de gestion des forêts offre des perspectives de développement de l'économie de la CL et la préservation des forêts. Cependant, la part des responsabilités de la communauté locale s'est avéré minime en termes de prise en charge des frais liés à la création de sa CFCL. C'est l'organisme accompagnateur qui les sensibilise et accompagne au processus de la FC, qui prend en charge les frais nécessaires à la constitution des dossiers de la demande de la CFCL et la réalisation des préalables à l'obtention du titre.

Des efforts devraient être fournis de la part de l'ONG accompagnatrice, ici le PREPYG, en termes de formations et renforcement de capacité des acteurs des CL en matière de gestion des biens communautaires, des gestions des conflits liés au partage des profits obtenus des ressources forestières ainsi qu'en gestion et restauration de la biodiversité forestière. Les services étatiques devraient jouer un rôle clé dans l'accompagnement et soutien tant matériel, financier et d'ordre sécuritaire, au-delà des textes établis qui demeurent non appliqués sur terrain. Les CL devraient s'approprier réellement la gestion des forêts, pas seulement en termes de gestion des ressources forestières ligneuses et non ligneuses, mais aussi le

réinvestissement d'une partie des recettes obtenues de la gestion au maintien de la ressource pour sa gestion durable.

### Références bibliographiques

- Adebu, C., Malongola, J., Botoko, D., & Lescuyer, G. (2020). *Contributions des forêts communautaires au développement durable des zones rurales de République démocratique du Congo*. ITA'YALAPRINTER.
- Bayol, N., Duhesme, C., Gally, M., Glannaz, S., & Hervo, C. (2022). L'évolution des filières bois dans le Bassin du Congo. In Y. Kone, G. Lescuyer, L. Mbonayem, P. Nakoe, A. N. Kessy, P. Lahann, A. Pasquier, & O. Serrano (Éds.), *Les forêts du Bassin du Congo : État des Forêts 2021* (p. 37-78). CIFOR.
- Benneker, C., Assumani, D.-M., Maindo, A., Bola, F., Kimbuani, G., Lescuyer, G., Esuka, J.-C., Kasongo, E., & Begaa, S. (Éds.). (2012). *Le bois à l'ordre du jour : Exploitation artisanale de bois d'œuvre en RD Congo : secteur porteur d'espoir pour le développement des petites et moyennes entreprises*. Tropenbos International RD Congo.
- Benneker, C., Maindo, A., & Assumani, D.-M. (2012). *Exploitation artisanale du bois d'oeuvre en RDC: secteur porteur d'espoir pour le developpement de petite et moyenne entreprise*.
- Bissonnette, J.-F. (2024). *Vers des forêts de proximité en terre publique ? Le bricolage institutionnel comme vecteur d'innovation en au Quebec*.
- CED, Fern, FPP, IIED, & Okani. (2017). *Community forestry in Cameroon : A diagnostic analysis of laws, institutions, actors and opportunities* (p. 37). IIED.
- de Madron, L. D., Vallier, C., de Ven, F. V., & Mopiti, D. (2012). *L'analyse de l'expérience de la réforme du secteur forestier pour en tirer des leçons nécessaires et contribuer au processus de la réforme du secteur minier en RDC* (p. 125) [Rapport final – Août 2012]. TERE / GéoPlusEnvironnement F.I.B. / Avocats Verts.
- Frey, G. E., Charnley, S., & Makala, J. (2021). Economic viability of community-based forest management for certified timber production in southeastern Tanzania. *World Development*, 144, 105491. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2021.105491>

- Gonzalez, A. (2019, mars 30). La foresterie communautaire peut-elle aider les gens à sortir de la pauvreté en RDC ? *CIFOR-ICRAF Forests News*. <https://forestsnews.cifor.org/60319/la-foresterie-communautaire-peut-elles-aider-les-gens-a-sortir-de-la-pauvrete-en-rdc?fnl=en>
- Houssein, A., Rakotobe, D., Copsey, J., & Rakotoniaina, L. (2016). La gestion communautaire des ressources naturelles. *Lessons in Conservation*, 6, 12-29. <https://doi.org/10.5531/cbc.ncep.0100>
- Jaquemot, P. (2009). *Ressources minerales, armes et violences dans le kivu en RDC*.
- Kabaka, P. I. (2019). La réforme forestière de 2002 en République démocratique du Congo. Essai d'évaluation de ses conséquences juridiques, fiscales, écologiques et socio-économiques. *Hall Oen Science*.
- Lescuyer, G., Cerutti, P. O., Tshimpanga, P., Biloko, F., Adebu-Abdala, B., Tsanga, R., Yembe-Yembe, R. I., & Essiane-Mendoula, E. (2014). *The domestic market for small-scale chainsaw milling in the Democratic Republic of Congo : Present situation, opportunities and challenges*. Center for International Forestry Research (CIFOR). <https://doi.org/10.17528/cifor/005040>
- Lescuyer, G., Kakundika, T. M., Muganguzi Lubala, I., Shabani Ekyamba, I., Tsanga, R., & Cerutti, P. O. (2019). Are community forests a viable model for the Democratic Republic of Congo? *Ecology and Society*, 24(1), art6. <https://doi.org/10.5751/ES-10672-240106>
- Lucungu, P., Dhital, N., Ngabinzeke, J., Kibambe, J.-P., & Khasa, D. (2021). Forest management system in the Democratic Republic of Congo : An evolutionary account and contemporary challenges. In *Conjonctures d'Afrique centrale-Reviews rapports* (p. 211-233). L'Harmattan-Cahiers africains.
- Maindo, A., & Kapa, F. (2014). *La foresterie communautaire en RDC : Premières expériences, défis et opportunités*. Tropenbos International RD Congo.
- Mbikayi, G., & Sifa Kwa Mungu, D. (2002). *Conflits lies a l'exploitation des ressources naturelles dans les domaines de chasse et la reserve de Bombo-Lumene*. universite de kinshasa.

- Mizaba, I. R., Wabasa, S. M., & Mbilizi, B. K. (2023). Foresterie communautaire et autonomisation des communautés locales dans la gestion des forêts à Walikale (R.D. Congo). *Vertigo*, 23(2). <https://doi.org/10.4000/vertigo.41251>
- MUNGWENGWE, N. A. (2004). *Problématique des Méthodes de Prélèvement des Espèces Animales par la Populations Mbuti dans la Réserve de Faune à Okapi* (p. 35) [Travail de Fin de Cycle]. Université de Conservation de la Nature et de Développement de Kasugho (UCNDK).
- Nkuintchua, T., & Veit, P. (2022, novembre 1). 5 actions pour garantir que la foresterie communautaire marche en République du Congo. *World Resource Institute*. <https://www.wri.org/insights/5-actions-pour-garantir-que-la-foresterie-communautaire-marche-en-republique-du-congo>
- Ongona, P. T., Lescuyer, G., Vleminckx, J., Abdala, B. A., & Lokombe, † Dimandja. (2016). Utilité d'une typologie des exploitants artisanaux de bois pour contribuer à la formulation d'une politique publique en province Orientale (RD Congo). *BASE*, 468-481. <https://doi.org/10.25518/1780-4507.13242>
- Paolo, O. (2011). *Le marche domestique du sciage artisanal au cameroun*.
- Pascal, C. (2011). *Etat des lieux de la foresterie communautaire et communale au Cameroun*. Tropenbos International.
- PNUD. (2012). *Plan de développement Local du secteur de Bapere*.
- PREPPYG. (2023). *Rapport de l'étude socio-économique de Bamasobha*.
- Roe, D., Nelson, F., & Sandbrook, C. (2009). *Gestion communautaire des ressources naturelles en Afrique: Impacts, expériences et orientations futures*. Institut international pour l'environnement et le développement.
- Siemeni. (2024, mars 26). RDC/Forêt : À qui profite l'exploitation artisanale du bois d'œuvre en RDC? *Afrique Environnement Plus*. <https://afriquenvironnementplus.info/rdc-foret-a-qui-profite-lexploitation-artisanale-du-bois-doeuvre-en-rdc/>
- Vyakuno, K. E. (2006). *Pression anthropique et aménagement rationnel des hautes terres de Lubero en R.D.C. Rapports entre société et milieu physique dans une montagne équatoriale* [Thèse de doctorat]. Université de Toulouse II-Le Mirail.